

Aux Etats-Unis, l'affaîssement moral de l'administration Biden

di Piotr Smolar

Film dramatique en accéléré. Joe Biden a été élu en 2020 sur une promesse de réconciliation nationale et de sauvegarde de la démocratie américaine. La première est un mirage, la seconde semble plus vulnérable que jamais. Le vétéran démocrate a prétendu construire sa présidence en contraste avec son prédécesseur Donald Trump : il s'est drapé dans les valeurs supposément éternelles de l'Amérique, en promouvant l'Etat de droit et une pratique décente du pouvoir. Or, une corrosion morale marque la fin de son mandat.

L'exemplarité dont se prévalait Joe Biden vient d'être anéantie par la grâce présidentielle complète accordée à son fils Hunter, qui se trouvait sous la menace de deux peines de prison. Les deux affaires étaient incontestables : mensonge écrit au moment de l'achat d'une arme à feu, au sujet de sa dépendance à la drogue ; fraudes fiscales d'ampleur. Les faits établis ne souffrent aucune discussion, même si la sévérité envisagée ici pour Hunter Biden, soit plusieurs années de prison potentielles, n'est pas toujours pratiquée par les tribunaux américains.

Les arguments en défense de Joe Biden, parmi les démocrates, sont d'une grande faiblesse. Ils tiennent généralement en un nom : « *Trump* ». Autrement dit, il y a pire. Joe Biden a menti, en promettant de ne pas gracier son fils ? Oui, mais Trump a menti sur tout : ses impôts, ses infidélités, ou encore sur ses responsabilités dans les dossiers judiciaires lui valant des dizaines d'inculpation, comme la tentative de coup d'Etat conduisant à l'assaut du Capitole, le 6 janvier 2021. Tout cela est vrai. Mais voilà les démocrates qui se prennent les pieds dans la toge de leur propre grandiloquence. « Personne ne croit plus personne »

Joe Biden n'a-t-il pas piétiné les principes qu'il prétendait défendre, comme la séparation entre les pouvoirs exécutif et judiciaire, le respect de l'Etat de droit ? La

seule réponse est à nouveau « *Donald Trump* », qui promet une campagne de vengeance contre ses « *ennemis de l'intérieur* », qu'ils soient responsables politiques, généraux ou magistrats. D'une certaine façon, Joe Biden n'aurait pas eu le choix. Tellement humain, ce président, assurent ses partisans, ce père de 82 ans qui ne peut supporter de voir son fils fragile en prison, alors que lui-même va se retirer du pouvoir. Cette grâce accordée à Hunter Biden contribue aussi à brouiller toute distinction éthique entre démocrates et républicains aux yeux du grand public. « *Personne ne croit plus personne* », a réagi l'ancien président Bill Clinton, de façon fataliste, disant comprendre la décision. Les clichés sur le marais des élites se trouvent confirmés. Une même pratique népotique, une culture du privilège jamais assumée, mais toujours reprochée à l'adversaire, réunit les deux camps. La différence : les républicains mentent au public, les démocrates se mentent à eux-mêmes.

Donald Trump vient de nommer le père de son beau-fils, Charles Kushner, ambassadeur en France, après l'avoir gracié il y a quatre ans. Sa belle-fille, Lara Trump, désignée coprésidente du Comité national républicain, s'en retire aujourd'hui. Le plan privilégié : son entrée au Sénat par la voie express, en prenant la place du nouveau secrétaire d'Etat, Marco Rubio. L'un des fils de Donald Trump, « Don Jr. », murmure à son oreille pour sélectionner les candidats aux postes sensibles, tout en l'incitant à investir dans la cryptomonnaie. Quant à Joe Biden, il déclarait ceci, le 1^{er} juillet : « *Cette nation a été fondée sur le principe qu'il n'y a pas de roi en Amérique. Chacun d'entre nous est égal devant la loi.* » Le président a oublié ce principe, lorsque la liberté de son fils était en jeu. Combien sont-ils, ces Américains ordinaires victimes d'une justice bâclée ou trop sévère, qui auraient rêvé d'un pareil recours ?

Les démocrates ont présenté Donald Trump comme une menace existentielle pour la démocratie. Une fois sa victoire reconnue, Joe Biden a veillé à une transition exemplaire. Aucun plan de contingence n'est enclenché pour anticiper la tempête qui vient. On paraît compter, à nouveau, sur les résistances naturelles du système américain et la force des institutions, alors que les républicains contrôlent tous les leviers du pouvoir fédéral et s'appuient sur une majorité conservatrice à la Cour suprême.

Ce brouillage des lignes, qui met en question la sincérité des engagements, tient aussi au temps long. Le Parti républicain, qui incarnait autrefois l'ordre, considère les émeutiers du 6 janvier 2021 au Capitole comme des victimes de persécutions. Il ne jurait que par le marché libre ? Son nouveau totem, ce sont les taxes sur les importations. Le Parti démocrate, lui, promoteur de justice sociale et de lutte contre les discriminations, a perdu sa connexion privilégiée avec les classes populaires et les Latinos. Les repères anciens sont compromis, alors même que le tribalisme attaque le sens du bien public. On est pour les siens et l'on méprise les autres.

Pourtant, en politique étrangère, une étrange convergence ponctuelle se dessine entre l'administration Biden et le camp Trump. Là aussi, les valeurs se dissolvent. Au Proche-Orient, Donald Trump soutient tacitement les efforts de la Maison Blanche pour préserver le cessez-le-feu au Liban et arracher au Hamas les otages restants. Les Palestiniens ? Ils relèvent des contingences. Pour l'administration Biden, la guerre à Gaza figurera comme une tache de honte dans son bilan final, qu'elle essaie de dissoudre dans un discours plus global sur un Proche-Orient remodelé, à la lumière de la fin du régime syrien. Ce qui restera est son refus de reconnaître, seul contre tous, l'ampleur des crimes de guerre commis à Gaza par l'armée israélienne. Des crimes couverts, et facilités, par Washington. Là encore, les grands principes, les valeurs dont l'administration Biden se prévalait, pèsent soudain d'un poids dérisoire.